

BANQUE DU CANADA

La Banque du Canada révisé ses prévisions à la baisse

SELON LA BANQUE DU CANADA (BdC)

- Le taux cible du financement à un jour demeure à 1,00 %.
- Les perspectives de croissance de l'économie mondiale se sont affaiblies depuis la parution du *Rapport sur la politique monétaire* d'avril. Alors que l'économie américaine continue de croître à un rythme graduel, mais un peu plus lent, l'évolution de la situation en Europe indique une nouvelle contraction.
- Bien que les vents contraires extérieurs freinent l'activité économique au Canada, des facteurs internes devraient soutenir une croissance modérée au pays. La BdC prévoit que l'économie croîtra à un rythme de 2,1 % en 2012, de 2,3 % en 2013 et de 2,5 % en 2014. L'économie devrait atteindre sa pleine capacité au second semestre de 2013, affichant donc une faible marge de capacités inutilisées un peu plus longtemps que prévu antérieurement.
- L'activité dans le secteur du logement, qui a atteint des niveaux inégalés, devrait ralentir. Les dépenses publiques ne devraient pas contribuer à la croissance en 2012 et devraient n'apporter qu'une contribution modeste par la suite, conformément aux plans d'assainissement des dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux.
- En raison de la baisse récente des prix de l'essence et comme les cours à terme laissent entrevoir la persistance de prix du pétrole moins élevés, la BdC anticipe que l'inflation mesurée par l'indice global des prix à la consommation demeurera sensiblement en deçà de la cible de 2 % dans l'année à venir, avant de regagner la cible vers le milieu de 2013.
- Dans la mesure où l'expansion économique se poursuit et l'offre excédentaire au sein de l'économie se résorbe graduellement, il se peut qu'une réduction modeste de la détente monétaire considérable actuellement en place au Canada devienne appropriée, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2 % à moyen terme. Le moment et le degré de toute réduction seront évalués avec soin, en fonction de l'évolution économique à l'échelle nationale et internationale.

COMMENTAIRES

Dans l'ensemble, le communiqué de juillet est conforme aux attentes. La BdC présente ainsi des perspectives moins optimistes sur la croissance à court terme, mais ne change pas son discours concernant la possibilité qu'une réduction

modeste de la détente monétaire devienne appropriée sous certaines conditions.

La BdC s'attend toujours à ce que la consommation et l'investissement mènent la croissance, mais prend note des influences négatives émanant de conditions moins favorables des termes de l'échange, en lien avec la baisse des prix des matières premières. Cela pourrait s'avérer une source de pression à la baisse sur les revenus et la richesse au pays. À noter que la BdC affirme de manière explicite son anticipation d'un ralentissement dans le secteur du logement, ce qui n'était pas le cas lors des précédents communiqués. Ceci pourrait refléter un effet de modération dû à l'entrée en vigueur des nouvelles règles hypothécaires le 9 juillet dernier.

Implications : Maintenant que la BdC table sur des projections qui s'apparentent à celles du consensus des prévisionnistes, il faudra surveiller si certains facteurs la pousseront à retirer sa mise en garde d'une possible hausse de taux lors du prochain communiqué. Celui-ci sera publié le 5 septembre, soit dans la semaine suivant la publication des estimations de la croissance du PIB pour le deuxième trimestre de 2012. S'il fallait que cette croissance s'avère encore une fois inférieure aux projections de la BdC, cela impliquerait vraisemblablement un accroissement de la capacité excédentaire. Or, la BdC mentionne clairement que la réduction de la détente monétaire deviendra appropriée seulement dans la mesure où « l'offre excédentaire au sein de l'économie se résorbe graduellement ». Dans un tel scénario, la BdC pourrait retirer son avertissement. Cela n'impliquerait pas pour autant des baisses de taux subséquentes, mais plutôt le maintien des taux à leurs niveaux actuels pour une période prolongée. Notre scénario table sur une première hausse au quatrième trimestre de 2013.

Jimmy Jean
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

Mathieu D'Anjou
Économiste principal

Benoit P. Durocher
Économiste principal

Jimmy Jean
Économiste principal

Hendrix Vachon
Économiste senior

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA BANQUE DU CANADA


« [...] Les perspectives de croissance de l'économie mondiale se sont affaiblies depuis la parution du *Rapport sur la politique monétaire* (RPM) d'avril. Alors que l'économie américaine continue de croître à un rythme graduel mais un peu plus lent, l'évolution de la situation en Europe indique une nouvelle contraction. En Chine et dans les autres pays émergents, la décélération de la croissance a été plus prononcée qu'escompté, sous l'effet du resserrement passé des politiques et de la demande extérieure plus faible [...] La Banque prévoit que l'économie progressera à peu près au même rythme que la production potentielle à court terme, avant de s'accélérer au cours de 2013. La consommation et les investissements des entreprises devraient être les principaux moteurs de la croissance, à la faveur de conditions financières très expansionnistes au Canada. Toutefois, leur rythme sera influencé par les vents contraires extérieurs, notamment les effets des cours moins élevés des produits de base sur les revenus et la richesse au pays, ainsi que par le niveau record de l'endettement des ménages. L'activité dans le secteur du logement, qui a atteint des niveaux inégalés, devrait ralentir. Les dépenses publiques ne devraient pas contribuer à la croissance en 2012 et devraient n'apporter qu'une contribution modeste par la suite, conformément aux plans d'assainissement des dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux [...] La Banque prévoit que l'économie croîtra à un rythme de 2,1 % en 2012, de 2,3 % en 2013 et de 2,5 % en 2014 [...] Dans la mesure où l'expansion économique se poursuit et l'offre excédentaire au sein de l'économie se résorbe graduellement, il se peut qu'une réduction modeste de la détente monétaire considérable actuellement en place au Canada devienne appropriée, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2 % à moyen terme. Le moment et le degré de toute réduction seront évalués avec soin, en fonction de l'évolution économique à l'échelle nationale et internationale. »

Tableau 1
Calendrier et taux directeurs

Date	Banque centrale	Décision	Taux
Avril 2012			
26	Banque du Japon	s.q.	0,10
27	Banque du Mexique	s.q.	4,50
Mai 2012			
1	Banque de réserve d'Australie	-50 p.b.	3,75
3	Banque centrale européenne	s.q.	1,00
10	Banque d'Angleterre	s.q.	0,50
10	Banque de Norvège	s.q.	1,50
22	Banque du Japon	s.q.	0,10
30	Banque du Brésil	-50 p.b.	8,50
Juin 2012			
5	Banque de réserve d'Australie	-25 p.b.	3,50
5	Banque du Canada	s.q.	1,00
6	Banque centrale européenne	s.q.	1,00
7	Banque d'Angleterre	s.q.	0,50
8	Banque du Mexique	s.q.	4,50
13	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	s.q.	2,50
14	Banque du Japon	s.q.	0,10
14	Banque nationale suisse	s.q.	0,00
20	Banque de Norvège	s.q.	1,50
20	Réserve fédérale	s.q.	0,00 / 0,25
Juillet 2012			
3	Banque de réserve d'Australie	s.q.	3,50
4	Banque de Suède	s.q.	1,50
5	Banque centrale européenne	-25 p.b.	0,75
5	Banque d'Angleterre	s.q.	0,50
11	Banque du Brésil	-50 p.b.	8,00
11	Banque du Japon	s.q.	0,10
17	Banque du Canada	s.q.	1,00

Tableau 2
Calendrier à venir

Date	Banque centrale
Juillet 2012	
20	Banque du Mexique
25	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande
31	Réserve fédérale
Août 2012	
2	Banque centrale européenne
2	Banque d'Angleterre
7	Banque de réserve d'Australie
8-9	Banque du Japon
29	Banque de Norvège
29	Banque du Brésil
Septembre 2012	
4	Banque de réserve d'Australie
5	Banque du Canada
6	Banque centrale européenne
6	Banque d'Angleterre
6	Banque de Suède
7	Banque du Mexique
12	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande
12	Réserve fédérale
13	Banque nationale suisse
18-19	Banque du Japon
Octobre 2012	
2	Banque de réserve d'Australie
4	Banque centrale européenne
4	Banque d'Angleterre
4-5	Banque du Japon
10	Banque du Brésil
23	Banque du Canada
24	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande

s.q. : *statu quo*; p.b. : points de base
 Source : Desjardins, Études économiques

Source : Desjardins, Études économiques